

ÉDUCATION

Reprise des cours aujourd'hui

Les enseignants des cycles primaire et moyen reprendront aujourd'hui le chemin de l'école. Ceux du secondaire, affiliés au Snapest, sont cependant appelés par leur syndicat à poursuivre la grève.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Après quatre jours de débrayage, les enseignants mettent fin à leur mouvement. L'Unpef, le SNTE et le Cnapest, après des réunions marathon tenues avec le ministère de l'Éducation, ont fini par appeler à l'arrêt du débrayage.

Les syndicats ont visiblement arraché l'essentiel : l'engagement de la tutelle à répondre aux problèmes en suspens dans des délais consignés dans des procès-verbaux paraphés par le ministre de l'Éducation.

Les instances des trois syndicats autonomes ont décidé de l'arrêt du mouvement après avoir évalué les P-V sanctionnant les réunions tenues avec le ministère de l'Éducation. Seul le SNTE fait exception.

Dans une déclaration rendue publique hier, le syndicat faisait savoir que son conseil national, réuni en session extraordinaire vendredi pour justement étudier le contenu du procès-verbal paraphé par les autres syndicats et que le SNTE a refusé de signer, a «constaté avec amertume que les primes des enseignants du Sud sont toujours calculées au titre de l'ancien salaire de base, les rappels de corrections apportées aux primes seront versés après 18 mois, le revirement dans les décisions concernant les œuvres sociales».

Pour ces raisons, explique le Snapest, le conseil national a décidé de la continuité de la grève pour la journée d'aujourd'hui avec la tenue d'assem-



Photo : Samir Sid.

Les écoliers reprennent enfin le chemin de l'école.

blées générales en attendant la décision du bureau national. Le SNTE rappelle qu'il continue de

revendiquer «un salaire digne, une retraite à 25 ans, un statut pour le corps de l'éducation et

l'amélioration de la médecine du travail».

N. I.

BELKHADEM À PROPOS DES REDRESSEURS :

«Je ne les reconnais pas!»

Le secrétaire général du Front de libération nationale a affirmé, hier, qu'il ne reconnaissait pas le Mouvement de redressement et de l'authenticité.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Abdelaziz Belkhadem a tenté de présenter l'image d'un dirigeant calme et impassible, suite au camouflet que lui ont fait subir, jeudi, les membres du Mouvement de redressement et de l'authenticité. «Je ne les reconnais pas», a-t-il lâché au sortir d'une rencontre de

l'Alliance présidentielle consacrée à la commémoration des massacres du 17 Octobre 1961 tenue au siège de l'UGTA.

Le secrétaire général du Front de libération nationale a tout juste froncé les sourcils lorsqu'un journaliste lui a demandé si son fils faisait partie des individus qui avaient tenté

de perturber la réunion de Draria. En refusant de contre-attaquer, Abdelaziz Belkhadem a voulu discréditer ses détracteurs. Pour lui, la conférence nationale du Mouvement de redressement et de l'authenticité est donc un non-événement.

D'ailleurs, durant le discours qu'il a prononcé devant une assistance clairsemée, à aucun moment il n'a fait référence à la crise interne qui secoue son

parti. Il a préféré s'en prendre directement à ceux qui, de l'extérieur, attaquent le Front de libération nationale.

«En France, d'importants moyens ont été mis en œuvre pour porter préjudice à l'Algérie à l'occasion de la célébration du 50^e anniversaire de l'Indépendance. Mais il est malheureux de constater, qu'ici même, certains cercles prennent part à cette stratégie», a-t-

il lancé avant d'affirmer : «Celui qui mettra le FLN au musée n'est pas encore né !»

Belkhadem a indiqué que le 17 Octobre 1961 reste une date importante dans l'histoire nationale car «les Algériens ont démontré à l'occupant français qu'ils étaient unis sous la bannière du Front de libération nationale et de l'Armée de libération nationale».

T. H.

MEETING DE LOUISA HANOUNE À DRAÂ BEN KHEDDA

«Les députés du FLN militent pour le statu quo»

Renationalisation des entreprises publiques privatisées, réformes politiques et risques d'intervention étrangère en Algérie ont été les principaux thèmes développés par Louisa Hanoune, lors de son meeting d'hier à Draâ Ben Khedda, à 10 km à l'ouest de Tizi Ouzou, devant un auditoire composé essentiellement des travailleurs de la laiterie ex-Orlac, en grève depuis près d'une semaine pour demander la reprise par l'Etat de l'entreprise.

Une revendication qui donne du grain à moudre à Louisa Hanoune qui dit être venue à Draâ Ben Khedda pour exprimer sa solidarité aux grévistes et son soutien à leur «juste revendication» et qui n'a pas manqué de faire de ce conflit syndical un exutoire pour son discours antilibéral.

Louisa Hanoune a longuement disserté sur l'urgence de la renationalisation des entreprises publiques, appelant à la constitution de comités populaires locaux pour soutenir les travailleurs dans la revendication de renationalisation des entreprises publiques privatisées.

Les critiques qu'elle a adressées à l'actuel propriétaire de la laiterie de Draâ Ben Khedda

qu'elle qualifie de «tricheur qui vend la poudre de lait et qui n'a pas respecté le cahier des charges en matière d'investissement dans l'outil de production» et qui, au même titre que «tous les patrons tricheurs, doit partir», est aussi une manière de sonner la charge contre le processus de privation des entreprises publiques et la passation des contrats de partenariat avec les entreprises étrangères qui est une démarche dont elle dresse un bilan négatif. «L'Etat doit renationaliser toutes les entreprises publiques dont les patrons ne respectent pas le cahier des charges. Les accords de partenariat avec les investisseurs étrangers avec prise de participation de 52% doivent être récupérés par



Photo : Samir Sid.

Hanoune plaide pour une renationalisation des entreprises publiques.

l'Etat», lancera la secrétaire générale du PT qui demandera, dans la foulée, l'arrêt des contrats de partenariat engagés avec les entreprises étrangères avec prise de participation de 52% au profit de ces dernières, qualifiant de «honteux», l'accord conclu avec une entre-

prise australienne pour l'exploitation de l'or algérien.

«Nous demandons le jugement de Chakib Khelil qui a donné l'autorisation d'exploitation à une entreprise fictive», dira Louisa Hanoune pour qui la tension que connaît actuellement le front social s'inscrit

dans la dynamique sociale enclenchée depuis janvier dernier. «Une révolution tranquille» qui se caractérise, selon l'oratrice, par son contenu social.

Une manière de réfuter la portée politique de ces événements mais se disant, quand même, favorable à des réformes politiques qui doivent marquer une rupture avec le système du parti unique et toutes les institutions basées sur le clientélisme, le népotisme et la corruption.

Qualifiant de «biaisé» le processus actuel des réformes politiques confié à une «APN illégitime et dénuée de crédibilité», Louisa Hanoune ouvre le feu sur les députés du FLN qui «tirent vers le bas et travaillent pour le statu quo».

La patronne des trotskistes algériens exigera des élections législatives anticipées. Une manière, avertira-t-elle, d'anticiper les événements et d'éviter le chaos et la menace d'une intervention étrangère qui planent sur notre pays.

S. A. M.